

L'ÉTAT DE LA POPULATION MONDIALE 2001

EMPREINTES ET JALONS : POPULATION ET CHANGEMENT ENVIRONNEMENTAL

À ne pas diffuser avant le
26 septembre 2001

L'activité humaine a touché tous les points de la planète, si écartés soient-ils, et tous les écosystèmes, du plus simple au plus complexe. Partout, nous affrontons des décisions critiques, selon le rapport sur *L'état de la population mondiale 2001*, publié par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP).

Le nombre des humains a doublé depuis 1960, atteignant 6,1 milliards, et les pays pauvres sont ceux où la croissance démographique est la plus forte. Les dépenses de consommation ont plus que doublé depuis 1970, augmentant surtout dans les pays riches. Pourtant, la moitié des humains subsistent avec moins de deux dollars par jour.

Le chiffre de la population et le volume de la consommation augmentent du fait des technologies nouvelles et de la mondialisation, altérant du même coup la planète à une échelle sans précédent. Partout nous voyons des signes de stress : destruction des habitats naturels, survie menacée ou extinction des espèces, dégradation du sol, pollution de l'air et de l'eau, fonte des calottes glaciaires due au réchauffement planétaire.

Comment pouvons-nous garantir le bien-être de populations toujours plus nombreuses et cependant protéger la nature? Les questions fondamentales sont les suivantes : comment utiliser les ressources en terre et en eau disponibles de manière à produire assez de vivres pour tous? Comment promouvoir le développement économique et mettre fin à la pauvreté? Et, ce faisant, comment s'attaquer à des conséquences écologiques de l'activité humaine telles que le réchauffement planétaire et la perte de la diversité biologique?

Population et environnement sont en relation étroite, mais les liens qui les unissent sont complexes et variés et dépendent de circonstances spécifiques. Pour comprendre ces liens, il faut étudier l'interaction entre l'abon-

dance, la consommation, la technologie et la croissance démographique, mais aussi considérer les rapports entre les sexes, les structures politiques et la gouvernance à tous les niveaux.

Parvenir à l'égalité entre hommes et femmes et garantir le droit à la santé en matière de reproduction, y compris le droit de choisir le nombre de ses enfants et l'espacement de leurs naissances, aidera aussi à ralentir la croissance démographique, à limiter le chiffre futur de la population mondiale et à atténuer le stress environnemental.

La population du monde augmentera de 50 %, passant de 6,1 milliards au milieu de 2001 à 9,3 milliards en 2050. Toute la croissance prévue se situera dans les pays en développement du monde actuel. Les 49 pays les moins avancés, qui vont déjà à la limite de leurs moyens pour assurer à leur population les services sociaux de base, verront leur population presque tripler, passant de 668 millions à 1,86 milliard.

La population mondiale atteindra-t-elle en 2050 le chiffre de 10,9 milliards, de 7,9 milliards ou de 9,3 milliards, correspondant respectivement aux prévisions haute, basse et moyenne? Cela dépendra de notre réussite ou de notre échec à assurer aux femmes le droit à l'éducation et à la santé, y compris la santé en matière de reproduction, et à mettre fin à la pauvreté absolue.

Les pays les plus pauvres sont ceux qui souffrent le plus de la dégradation du sol et de l'eau et des déficits alimentaires. Les pays industrialisés absorbent le plus gros de la consommation, mais

elle augmente rapidement ailleurs à mesure que les revenus s'élèvent. L'adoption de mesures visant à conserver l'énergie, freiner la pollution et promouvoir une utilisation écologiquement viable des ressources naturelles est indispensable à un développement durable dans l'avenir.

Un consensus croissant existe dans la communauté internationale sur ce qu'il faut faire pour promouvoir le développement tout en protégeant l'environnement. La Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (CNUED), tenue à Rio de Janeiro en 1992, a reconnu qu'il fallait intégrer une gestion des ressources écologiquement viable aux mesures propres à alléger la pauvreté et le sous-développement. La Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) de 1994 a établi un lien entre la protection de l'environnement et, d'autre part, la prise des décisions individuelles et la défense des droits de l'homme, notamment l'égalité entre les sexes et le droit à la santé en matière de reproduction.

La mise en oeuvre des recommandations de la CIPD aux fins du développement (c'est-à-dire notamment dispenser de meilleurs soins de santé en matière de reproduction et prendre des mesures en faveur de l'égalité des sexes) aidera à vaincre la pauvreté et à protéger l'environnement. Si les femmes n'ont pas plus d'enfants qu'elles n'en désirent, les familles seront moins nombreuses et la croissance démographique plus lente, ce qui donnera le temps nécessaire pour prendre des décisions cruciales.

L'an prochain, l'examen de la CNUED « Rio+10 » offrira une occasion d'intégrer l'agenda social de la CIPD et des autres conférences des années 90 – y compris l'éducation pour tous et l'accès universel à la planification familiale et aux soins de santé en matière de

reproduction – aux initiatives visant à promouvoir le développement durable.

L'ENVIRONNEMENT : TENDANCES ACTUELLES

Le volume d'eau utilisé a sextuplé au cours des 70 dernières années. Au niveau mondial, 54 % du volume d'eau douce disponible chaque année sont actuellement utilisés, dont les deux tiers pour l'agriculture. En 2025, ce pourrait être 70 % en raison de la croissance démographique seule, ou – si la consommation par habitant atteignait partout le niveau des pays développés – 90 %.

En l'an 2000, 508 millions de personnes vivaient dans 31 pays souffrant de stress hydrique ou de pénurie hydrique. En 2025, ce sera le cas de 3 milliards de personnes vivant dans 48 pays qui en souffriront. En 2050, 4,2 milliards de personnes (plus de 45 % de la population mondiale) vivront dans des pays qui ne pourront satisfaire au minimum requis de 50 litres d'eau par personne et par jour pour couvrir les besoins élémentaires.

De nombreux pays recourent à des moyens non viables à long terme pour couvrir leurs besoins en eau, appauvrissant les aquifères locaux. Les nappes phréatiques baissent de plus d'un mètre par an sous certaines villes de Chine, d'Amérique latine et d'Asie du Sud. L'eau des mers et des rivières est aussi détournée pour couvrir les besoins croissants de l'agriculture et de l'industrie, ce qui a des effets parfois désastreux.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) évalue à 1,1 milliard le nombre de personnes qui n'ont pas accès à l'eau salubre.

Dans les pays en développement, 80 à 90 % des eaux usées et 70 % des déchets industriels sont rejetés sans traitement préalable dans les eaux de surface, qui sont ainsi polluées. Dans de nombreux pays industrialisés, le ruissellement de produits chimiques provenant des engrais et des pesticides et la pluie acide, résultat de la pollution atmosphérique, rendent indispensable un traitement coûteux en argent et en énergie pour restituer à l'eau sa qualité initiale.

Entre 1985 et 1995, la production vivrière a progressé moins vite que la croissance démographique dans 64 des 105 pays en développement étudiés, et c'est en Afrique que la situation était la pire.

L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) classe la plupart des pays en développement dans la catégorie des « pays à faible revenu et à déficit alimentaire », qui ne produisent pas assez pour nourrir leur population et n'ont pas les moyens d'importer pour combler le déficit. Environ 800 millions de

personnes souffrent de malnutrition chronique et 2 milliards n'ont pas de sécurité alimentaire.

Dans les pays pauvres, les capacités de production vivrière se détériorent sous l'effet de plusieurs facteurs : dégradation du sol, pénurie d'eau, pratiques agricoles inappropriées et rapide croissance démographique. Une grande partie des terres sont consacrées aux cultures d'exportation, ce qui prive la population locale de sols à cultiver et de vivres à consommer.

L'érosion génétique des souches sauvages de céréales et des autres plantes cultivées menace les efforts faits pour améliorer les cultures de base. Non moins de 60 000 espèces végétales – c'est-à-dire un quart du total mondial – pourraient être perdues d'ici à 2025.

Les stocks de poissons sont également menacés. Selon la FAO, 69 % des stocks maritimes commerciaux sont « exploités à plein, surpêchés, épuisés ou en voie de lente reconstitution ».

Pour couvrir les besoins des 8 milliards de personnes, ou peu s'en faut, attendues sur la planète en 2025 et améliorer leur régime alimentaire, il faudra doubler la production vivrière et améliorer la distribution. La production devra venir essentiellement de rendements plus élevés plutôt que de la mise en culture de nouvelles terres. Mais de nouvelles variétés à rendement élevé exigent des engrais spécialisés et des pesticides, ce qui risque de perturber l'équilibre écologique.

Même les pays les plus pauvres peuvent préserver leur sol et leurs ressources en eau douce, améliorer la capacité de production des terres et accroître les rendements agricoles. Sont nécessaires à ces fins une gouvernance responsable sachant tenir compte simultanément de nombreux intérêts; la participation communautaire, y compris celle des femmes; et la coopération de la communauté internationale.

Au XXe siècle, les émissions de dioxyde de carbone ont été multipliées par 12 – passant de 534 millions à 6,59 milliards de tonnes –, ce qui contribue à la tendance au réchauffement planétaire qui aura de graves effets écologiques et sociaux. Le Groupe d'experts intergouvernemental pour l'étude du changement climatique (IPCC) évalue à non moins de 5,8 degrés centigrades le réchauffement de l'atmosphère au cours du siècle qui commence, et à 50 centimètres environ la hausse du niveau des mers.

En 1995, le quintile de la population mondiale vivant dans les pays qui consomment la plus grande quantité de combustibles fossiles par habitant était responsable de 63 % des émissions

mondiales de dioxyde de carbone. Le quintile vivant dans les pays où ces émissions sont les plus faibles n'était responsable que de 2 % du total. Les États-Unis, avec 4,6 % de la population mondiale, produisent un quart des émissions mondiales de gaz à effet de serre.

Dans les pays industrialisés, les émissions par habitant ont été relativement stationnaires depuis 1970. Si les émissions par habitant sont encore beaucoup plus faibles dans les pays en développement, l'écart s'amointrit. À un certain moment du début du XXIe siècle, les pays en développement seront responsables de plus de la moitié de toutes les émissions.

Le changement climatique aura un sévère impact, notamment sous les formes suivantes : tempêtes et inondations d'ampleur accrue, accélération de l'érosion des sols et de l'extinction des espèces végétales et animales, déplacement des zones agricoles, enfin menace pour la santé publique résultant de l'aggravation du stress hydrique et des maladies tropicales. Au cours des décennies écoulées, alors que la croissance démographique atteignait un record, les taux de déforestation ont aussi enregistré les niveaux les plus élevés de l'histoire.

Les forêts tropicales contiennent environ 50 % de ce qui reste de diversité biologique. Aux taux actuels de déforestation, la dernière forêt tropicale primaire de quelque étendue pourrait avoir disparu d'ici 50 ans, causant une perte irréversible d'espèces animales et végétales. La déforestation contribue aussi à l'accumulation du dioxyde de carbone dans l'atmosphère.

Si une foresterie écologiquement viable recèle certaines promesses, la croissance démographique prévue au cours des prochaines décennies présentera aussi des difficultés redoutables et des choix difficiles. De nombreux pays qui renferment les massifs les plus vastes de forêt tropicale subsistants sont aussi ceux où les taux de croissance démographique sont les plus élevés. Un moyen essentiel de préserver les forêts et la diversité biologique pourrait être d'intégrer les programmes de planification familiale et de santé en matière de reproduction aux efforts de gestion des parcs nationaux et des forêts.

DÉVELOPPEMENT, PAUVRETÉ ET IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Davantage de personnes utilisent davantage de ressources de manière plus intense qu'à aucun moment du passé. La croissance démographique, la société d'abondance – avec l'augmentation de la consommation, de la pollution et du gaspillage – et la pauvreté persistante – avec le manque de res-

sources et de technologie, et l'impuissance à changer cet état de choses – exercent une pression accrue sur l'environnement.

Un immense « écart de consommation » existe entre pays industrialisés et pays en développement. Les pays les plus riches du monde, qui groupent un quintile de la population mondiale, représentent 86 % de la consommation privée totale, tandis que le quintile le plus pauvre n'en représente que 1,3 %.

Un enfant né aujourd'hui dans un pays industrialisé ajoutera plus à la consommation et à la pollution pendant la durée de sa vie que 30 à 50 enfants nés dans les pays en développement. L'« empreinte » écologique des plus aisés est beaucoup plus profonde que celle des plus pauvres et, en de nombreux cas, excède la capacité de la planète de reconstituer les ressources.

Près de 60 % des 4,4 milliards d'habitants des pays en développement manquent de moyens d'assainissement élémentaire, près d'un tiers n'ont pas accès à l'eau salubre, un quart n'ont pas de logement adéquat, 20 % n'ont pas accès à des services de santé moderne et 20 % des enfants y quittent l'école avant la cinquième année d'études.

La mondialisation a accru la richesse collective et stimulé la croissance, mais elle a aussi aggravé l'inégalité des revenus et la dégradation de l'environnement. Beaucoup de pauvres sont contraints d'intensifier leur pression sur des ressources naturelles fragiles pour survivre. La surface limitée des terres disponibles conduit souvent les pauvres à s'installer dans des zones fragiles.

L'urbanisation croissante présente un autre défi. Chaque jour, 160 000 personnes environ quittent les zones rurales pour les villes. Aujourd'hui, près de la moitié de la population mondiale vit dans les zones urbaines. De nombreuses villes des pays en développement connaissent de graves problèmes qui menacent la santé du milieu et elles font face à une détérioration de la situation générale due à plusieurs facteurs : croissance rapide, manque d'infrastructure appropriée pour couvrir des besoins croissants, contamination de l'air et de l'eau, volume de déchets excédant leur capacité d'évacuation.

Les pauvres passent souvent de longues heures à ramasser des matériaux combustibles, et payent l'énergie à des prix unitaires plus élevés, tandis que les subventions à l'approvisionnement électrique favorisent les élites urbaines.

Seule une méthode combinée visant à vaincre la pauvreté et protéger l'environnement peut rendre possible le développement durable. Il sera essentiel d'instituer un contrôle au niveau local

et de respecter les connaissances locales. Il importe aussi d'investir dans l'énergie (services et infrastructure), les technologies vertes, et dans des politiques de fixation des prix appropriés pour l'eau, l'électricité et les engrais.

L'impact humain sur l'environnement accentue l'intensité des catastrophes naturelles, et ce sont les pauvres qui en subissent les conséquences. Il y a 25 millions de réfugiés écologiques dans le monde.

LES FEMMES ET L'ENVIRONNEMENT

Les femmes représentent plus de la moitié de la main-d'œuvre agricole dans le monde et, de manière habituelle, gèrent les vivres, l'eau, le combustible et les autres ressources du ménage. Dans les pays les plus pauvres du monde, ce sont des femmes qui sont chefs de famille dans près d'un quart des ménages ruraux.

En dépit de cette responsabilité, la loi nationale ou les coutumes locales refusent souvent aux femmes le droit de détenir un titre de propriété ou d'hériter de la terre, ce qui signifie qu'elles n'ont pas de garantie à offrir pour emprunter des fonds et améliorer leur situation.

Fécondité élevée et familles nombreuses, ce sont encore là aujourd'hui des traits de la vie rurale, en partie parce que les femmes n'ont pas de choix en la matière. Elles ont besoin de contrôler le nombre de leurs enfants et l'espacement des naissances, d'avoir accès aux soins de santé, y compris la santé en matière de reproduction, et à l'éducation.

Avec des possibilités amoindries sur la terre, beaucoup d'hommes émigrent, laissant aux femmes des charges et des responsabilités familiales plus lourdes.

L'urbanisation offre aux femmes des risques et des perspectives. La grossesse et l'accouchement y sont généralement moins dangereux, parce que les soins de santé y sont plus accessibles. La vie urbaine offre aussi des choix plus larges concernant l'éducation, l'emploi et le mariage, mais comporte un risque accru de violence, de sévices et d'exploitation sexuels.

La participation des femmes aux décisions concernant la santé et l'environnement est capitale, comme le sont aussi les lois et politiques qui portent sur les droits des femmes et l'égalité entre les sexes. Sans un tel soutien, de nombreuses femmes sont enfermées dans une « spirale vicieuse » : la dégradation de l'environnement, la pauvreté, une fécondité élevée et la limitation des perspectives se renforcent mutuellement.

Des groupes de femmes s'organisent pour intégrer pleinement les femmes au processus politique, pour qu'elles puissent participer pleinement à la prise de décisions qui retentissent sur leur vie.

LA SANTÉ ET L'ENVIRONNEMENT

Il y a une étroite relation entre l'environnement et la santé, surtout la santé en matière de reproduction.

L'état de l'environnement contribue sensiblement à la diffusion des maladies transmissibles, qui cause 20 à 25 % des décès dans le monde. On estime que 60 % des infections respiratoires aiguës, 90 % des maladies diarrhéiques, 50 % des états respiratoires chroniques et 90 % des cas de paludisme pourraient être évités grâce à des interventions simples modifiant l'état de l'environnement.

L'eau non salubre et l'assainissement médiocre lié à son utilisation tuent plus de 12 millions de personnes par an. La pollution atmosphérique en tue aussi près de 3 millions, surtout dans les pays en développement.

Les changements intervenus dans l'utilisation des sols peuvent avoir de nombreux effets sur la santé. Les barrages et l'irrigation peuvent créer des sites de couvaison pour les vecteurs de maladie; l'usage accru des pesticides et des engrais peut exposer la population locale à des produits chimiques toxiques.

Les mégapoles à forte densité infligent à leurs habitants une pollution atmosphérique qui dépasse de loin les niveaux recommandés par l'OMS.

La pollution atmosphérique à l'intérieur des habitations – suie provenant de la combustion du bois, de la biomasse et du charbon pour la cuisine et le chauffage – affecte 2,5 milliards de personnes, surtout des femmes et des filles, et selon les évaluations tue plus de 2,2 millions de personnes chaque année dans les pays en développement.

L'extension sauvage des zones urbaines et la mise en culture de sols à faible rendement ont pour effet d'augmenter le nombre de personnes qui n'ont pas accès aux services de santé en matière de reproduction, ce qui aggrave les risques de mortalité maternelle et de grossesses non désirées. Le manque d'eau salubre dans les centres sanitaires ruine la qualité des services de santé en matière de reproduction.

Depuis 1900, l'industrialisation a introduit dans l'environnement près de 100 000 produits chimiques. Les effets de la plupart d'entre eux sur la santé n'ont pas été étudiés. Certains, interdits dans les pays industrialisés en raison des dangers que comporte leur emploi, continuent d'être largement utilisés dans les pays en développement.

De nombreux produits chimiques utilisés dans l'agriculture et l'industrie ont pénétré dans l'air, l'eau, le sol et les aliments – et dans le corps humain. Certains sont en partie responsables des fausses couches et des problèmes de

développement, de la maladie et de la mortalité des enfants. L'exposition aux rayonnements nucléaires et à certains métaux lourds a des impacts génétiques.

La crise du VIH/sida est étroitement liée aux problèmes plus généraux de développement, à savoir notamment la pauvreté, la malnutrition, la vulnérabilité à d'autres infections, l'inégalité des sexes et l'insécurité des moyens d'existence. L'épidémie, avec son impact dévastateur sur la santé et la famille, rend plus difficile la protection de l'environnement, aggrave les problèmes du travail agricole et ajoute au fardeau des femmes rurales.

MESURES EN FAVEUR D'UN DÉVELOPPEMENT DURABLE ET ÉQUITABLE

Le développement économique, l'état de l'environnement, la santé des hommes, femmes et enfants, et la condition des femmes sont étroitement solidaires. Le développement suppose que le mode d'existence des individus s'améliore, souvent par leurs propres efforts; la condition des femmes détermine le niveau de développement; et les femmes ont besoin de soins de santé en matière de reproduction qui soient de qualité pour que leur condition s'améliore. Ces principes ont été clairement énoncés lors des conférences mondiales qui traitent de l'environnement et du développement (1992), de la population et du développement (1994), du développement social et des droits des femmes (1995).

La CIPD (1994) a reconnu que le progrès économique, la protection de l'environnement et la réduction des niveaux non viables de consommation et de production étaient étroitement liés. Elle a souligné la nécessité de garantir les droits des femmes, y compris le droit à la santé en matière de reproduction, qui sont essentiels en eux-mêmes et en tant que clef du développement durable.

En 1999, l'examen mené par 185 pays des progrès accomplis dans la mise en oeuvre du programme d'action de la CIPD a établi que les objectifs et l'approche demeuraient valides, que de nombreux gouvernements avaient changé

leurs programmes de santé et de population pour les conformer au consensus du Caire, que certaines questions – notamment le VIH/sida – avaient pris plus d'urgence depuis 1994, et que le financement restait en deçà des objectifs énoncés au Caire, cela de manière inquiétante. L'examen a conduit à adopter de nouveaux repères et engagements.

Les ressources actuelles affectées aux programmes de population et de santé en matière de reproduction sont très inférieures aux 17 milliards de dollars qui, de l'avis de la CIPD, seraient nécessaires en 2000. Alors que les pays en développement fournissent plus des deux tiers de leur part des ressources nécessaires, le soutien venu des donateurs est inférieur à la moitié des 5,7 milliards de dollars demandés pour 2000.

La prévention du VIH/sida fait partie de l'ensemble d'initiatives recommandées par la CIPD. Mais il faudrait des fonds beaucoup plus importants pour traiter et soigner les millions de personnes qui souffrent du VIH. L'élimination totale des besoins non satisfaits en matière de planification familiale d'ici à 2015 est maintenant un objectif internationalement reconnu; il exigera davantage de ressources. La réduction de la mortalité maternelle est aussi un problème majeur.

L'insuffisance des moyens de financement montre déjà ses effets : la fécondité a reculé plus lentement qu'on aurait pu l'attendre si davantage de couples et d'individus pouvaient avoir le nombre d'enfants qu'ils désirent, et le VIH/sida s'est répandu plus vite que prévu. Si l'on continue de différer le moment d'agir, les coûts de ce retard augmenteront rapidement avec les années.

Les politiques conçues pour faire face à la croissance démographique, aux besoins concernant la santé en matière de reproduction et à la nécessité d'affranchir les femmes répondent à des besoins humains urgents et font progresser la cause des droits de la personne. Elles ont aussi d'importants avantages pour l'environnement. Il est difficile de quantifier ces avantages, mais il n'y a aucun doute que fournir un accès

complet aux services de santé en matière de reproduction serait beaucoup moins coûteux à long terme que les conséquences écologiques de la croissance de la population qui en résulteraient si les besoins concernant la santé en matière de reproduction ne sont pas satisfaits. Il y aurait aussi des avantages substantiels à recueillir sur le plan de la santé et de la promotion sociale.

Pour promouvoir les droits de la personne, éliminer la pauvreté, améliorer la santé en matière de reproduction et parvenir à un équilibre entre les besoins de la population et du développement, d'une part, et la protection de l'environnement, de l'autre, il faudra mettre en route un large éventail d'activités. Les priorités sont notamment les suivantes :

1. Donner suite à l'accord conclu par consensus mondial à la Conférence internationale sur l'éducation et le développement. – et financer suffisamment les coûts.
2. Fournir des incitations à la diffusion, au perfectionnement et à la mise en oeuvre de processus de production écologiquement plus viables.
3. Améliorer la base d'informations permettant d'adopter des pratiques écologiquement plus viables en matière de population, de développement et d'environnement.
4. Appliquer les mesures convenues par la communauté internationale pour réduire la pauvreté et promouvoir le développement social.

Il est à la fois nécessaire et possible d'agir au sujet des problèmes de population, d'environnement et de développement. Les divers accords internationaux relatifs à l'environnement et le consensus international sur la population et le développement sont en train de se convertir en réalités positives. Ces accords ne font que souligner la nécessité d'entreprendre de plus vastes efforts.

– Nombre de mots: 4 003

Pour plus ample information : Fonds des Nations Unies pour la population, Division de l'information, du Conseil d'administration et de la mobilisation des ressources; 220 East 42nd Street, New York, NY 10017 (États-Unis d'Amérique). Tél.: +1 (212) 297-5020. Fax : +1 (212) 557-6416. Email : ryanw@unfpa.org. Le texte intégral du rapport et le présent résumé sont disponibles en anglais, français et espagnol sur le site Web du FNUAP : www.unfpa.org, ainsi que des articles, photographies et fiches de données.